Protestants et catholiques face à la Révolution dans les montagnes du Languedoc

Protestants, Catholics and the Revolution in the Mountains of Languedoc

Valérie Sottocasa

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/10731>
DOI : 10.4000/ahrf.10731
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2009
Pagination : 101-123
ISBN : 978-2-200-92557-4
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Valérie Sottocasa, « Protestants et catholiques face à la Révolution dans les montagnes du Languedoc », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 355 | janvier-mars 2009, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10731> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10731>

PROTESTANTS ET CATHOLIQUES FACE À LA RÉVOLUTION DANS LES MONTAGNES DU LANGUEDOC

Valérie SOTTOCASA

Assez peu mentionné dans l'histoire de la Révolution française, le Languedoc a été le théâtre de troubles religieux et politiques profonds. Marquée par la présence de deux communautés confessionnelles longtemps ennemies, la région a basculé dans une logique d'affrontements où haines politiques et religieuses se confondent. Les violences liées à la dynamique révolutionnaire réveillent le souvenir des guerres de religion qui ont forgé l'identité collective de la région, notamment dans les montagnes. Haut lieu de la réforme au temps des guerres de religion, les Cévennes deviennent un bastion patriote sous la Révolution alors que les hautes terres catholiques s'enferment dans un refus qui les pousse à s'engager aux côtés de la contre-révolution méridionale. Cette adhésion ne conduit cependant pas à la naissance d'une « seconde Vendée » de même que les haines confessionnelles ne l'emportent pas partout sur le consensus forgé au cours du siècle des Lumières, mais le Languedoc n'en est pas moins marqué par le rejeu de la mémoire des guerres de religion et son impact sur les comportements politiques collectifs durant la période révolutionnaire.

Mots-clés : mémoire, guerres de religion, violences confessionnelles, mouvements populaires, contre-révolution.

La Révolution de 1789 est née de la volonté de régénérer la France, mais il n'était cependant pas question de mettre à terre les fondements de la société, notamment l'Église. Timothy Tackett a montré que la culture des députés aux États généraux de 1789 ne les préparait pas à plonger le pays dans le désordre mais au contraire à réformer dans le respect de

l'ordre social un État que beaucoup jugeaient en voie de décomposition¹. La question religieuse était sans doute considérée comme la moins urgente à traiter par des hommes qui, pour leur très grande majorité, étaient des catholiques sincères et pratiquants. Les protestants représentaient une infime minorité (douze députés) et les athées déclarés étaient tout aussi peu nombreux. Les catholiques ne pouvaient objectivement se sentir menacés par la réunion des États généraux. Cependant, la tournure des événements de l'été 1789 infléchit la dynamique politique, concourant à une radicalisation d'une partie non négligeable de l'Assemblée et de l'opinion publique. Cette évolution est porteuse d'ambiguïté quant à la source réelle de la légitimité politique dans le pays : peut-on encore garantir le respect de l'ordre et des valeurs sociales dans un royaume en proie à l'insurrection ?

Dans le Midi languedocien, cette complexité intrinsèque de la dynamique révolutionnaire se double de données locales originales dans lesquelles la religion occupe une place éminente. Dans cet espace et tout particulièrement dans les montagnes, s'est maintenu un bastion réformé qui a su résister à l'oppression mise en œuvre par l'État lors de la révocation de l'édit de Nantes. Dans les Cévennes et sur leurs marges, les protestants sont restés largement majoritaires au sein d'un croissant huguenot prenant appui sur la bordure méridionale du Massif central et se poursuivant dans la Drôme à l'est ou vers l'Ariège dans le sud-ouest. Une véritable frontière intérieure s'est imprimée dans le paysage social méridional depuis la Réforme. L'édit de Nantes n'a pas réussi à mettre ici un terme aux guerres de religion dont plusieurs épisodes marquent les XVII^e et XVIII^e siècles. Si les conflits confessionnels s'apaisent au siècle des Lumières, la Révolution semble les raviver tant les partis pris politiques des catholiques et des protestants sont tranchés et antagonistes.

L'historiographie a très peu mis l'accent sur le rôle de cette frontière confessionnelle durant la période révolutionnaire. Les historiens locaux, y compris ceux qui s'inscrivent au XIX^e siècle dans une perspective conservatrice et catholique évitent d'aborder le sujet de manière frontale alors que les persécutions contre l'Église sont au cœur de leurs récits. Patriotes et démocrates sont dénoncés avec virulence mais dans le cadre d'un discours politique dans lequel les antagonismes confessionnels ne trouvent qu'une

(1) Timothy TACKETT, *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997.

place réduite². La réalité dévoilée par la lecture des archives est sensiblement différente. L'approche quantitative que nous avons mise en œuvre nous a permis de réaliser un ensemble de graphiques et de cartes révélant un très haut niveau de mobilisation populaire dans les montagnes du Languedoc alors que cet espace est très rarement mentionné dans les études nationales si ce n'est pour le caractère archaïque des sociétés qui le peuplent et l'illettrisme des habitants³. Les cartes révèlent une partition nette de la mobilisation populaire. Au nord, les hautes terres catholiques (Aubrac, Margeride, grands Causses) affichent une hostilité massive à la Révolution, alors que les Cévennes, au sud, manifestent leur adhésion. La coïncidence entre opinion politique et appartenance confessionnelle conduit à s'interroger sur le fonctionnement d'une frontière intérieure bien antérieure à la Révolution. Quel est donc le poids de la mémoire des affrontements confessionnels passés dans les choix politiques des contemporains ? La Révolution a bouleversé les rapports entre politique et religion ainsi que le statut politique des Églises. Dans le Midi languedocien, les affrontements confessionnels ont joué un rôle majeur dans ces bouleversements. Il convient cependant d'aborder ces questions avec prudence. Certes, protestants et catholiques ont, localement, adopté des partis pris opposés mêlant antagonismes confessionnels et combats politiques. Cependant, les liens entre ces choix restent complexes, ce qui interdit toute forme de généralisation. Nous nous proposons donc de comprendre les ressorts des affrontements en étudiant dans un premier temps les attentes des uns et des autres en 1789. Nous analyserons ensuite les fondements de la précocité de la politisation dans le Midi et le poids des questions religieuses.

Catholiques et protestants face à la Révolution : attentes partagées et inquiétudes

Catholiques et protestants n'abordent pas les débuts de la Révolution en ordre séparé. Les deux communautés confessionnelles, que rapprochent le plus souvent leurs conditions de vie et de travail dans les

(2) Du côté des écrits catholiques, citons l'abbé Delon, historien de la Lozère sous la Révolution, auteur de plusieurs ouvrages dont *Les élections de 1789 en Gévaudan*, Mende, [1922] 1989 ; *La Révolution en Lozère*, Mende, [1922] 1989 ; H.E. et F. DE BARRAU, *L'époque révolutionnaire en Rouergue. Étude historique, 1789-1801*, Rodez, 3 fasc., 1911-1914. Côté protestant, l'ouvrage le plus important est celui de François ROUVIÈRE, *Histoire de la Révolution française dans le Gard*, Nîmes, 1887.

(3) Valérie SOTTOCASA, *Mémoires affrontées. Protestants et catholiques face à la Révolution dans les montagnes du Languedoc*, Rennes, PUR, 2004. Les départements étudiés ici sont la Lozère, l'Aveyron, le Gard, l'Hérault, le Tarn, l'Ardèche et la Drôme.

montagnes, expriment des attentes souvent proches de celles de l'ensemble des Français à la veille de la Révolution. Les cahiers de doléances ne permettent pas, à une exception près, de définir une spécificité protestante dans le Midi languedocien. Est-ce à dire que les revendications religieuses ne sont pas présentes dans les esprits à la veille de la convocation des États généraux ? Passent-elles au second plan, derrière des aspirations politiques et sociales considérées par tous comme prioritaires ? Comment expliquer alors la précocité des violences dans le Midi de la frontière confessionnelle dès la fin de 1789 à Nîmes et en 1790 dans l'ensemble de la région ? Les attentes communes ainsi que les craintes qui progressivement s'insinuent au sein des deux communautés feront l'objet de cette première partie.

L'adhésion du Midi à la dynamique révolutionnaire

Les signes de cette adhésion sont nombreux et leur étude permet d'éviter une approche déterministe qui réduirait les deux communautés à leurs divisions en effaçant ce qui les rapproche et fonde parfois le socle d'une alliance solide. Les montagnes du Languedoc sont le théâtre de manifestations populaires nombreuses qui témoignent des espoirs soulevés par la réunion des États généraux à Versailles. Le printemps 1789 est ponctué, comme dans de nombreuses régions du royaume, par des troubles urbains et ruraux exprimant l'inquiétude des couches populaires suscitée par les difficultés économiques mais également une espérance forte dont les députés et les cahiers de doléances sont porteurs. Le système féodal est vigoureusement dénoncé et des actions collectives sont menées contre les seigneurs dans des communautés catholiques, protestantes ou mixtes, sans que l'on puisse déterminer la part des uns ou des autres dans le déclenchement et la conduite de la contestation. Les régions catholiques affichent un niveau de mobilisation plus élevé que les Cévennes protestantes mais dans les villes, l'étiquette religieuse ne joue pas ou peu. Des associations dites patriotiques voient le jour dès la fin de l'hiver à Montpellier, Nîmes, Lodève... Les plus riches y contribuent ; réformés comme catholiques semblent animés par le souci du bien public sans différence de confession. À la veille de 1789, les revendications politiques locales ne traduisent pas davantage les divisions confessionnelles. Nobles et bourgeois en Gévaudan dénoncent le pouvoir politique de l'évêque, qui a le titre de comte, et réclament comme dans le Rouergue voisin une représentation particulière de la province. Des écrits progressistes circulent dans les montagnes, œuvre de prêtres engagés dans le mouvement des Lumières.

L'abbé de Saint-Siran, que la contre-révolution porte ensuite à sa tête, est l'auteur d'un « Plan patriotique » dans lequel il réclame une modernisation de la vie politique. Le curé de Saint-Alban (Lozère) est l'auteur d'un mémoire dénonçant les privilèges du haut clergé et réclamant la liberté religieuse pour les protestants. Si plusieurs curés en poste dans les Cévennes soutiennent ces positions⁴, elles ne sont pas reprises dans le cahier du clergé du diocèse de Mende mais témoignent d'une réelle ouverture au sein d'un clergé formé à la rude école de la Contre-Réforme. Dans l'ensemble, les élections du printemps portent à Versailles des hommes modérés. La sénéchaussée de Nîmes désigne deux protestants pour la représenter : un négociant nîmois, Meynier de la Salinelle et le pasteur Jean-Paul Rabaut-Saint-Étienne. Ce dernier, fils d'un pasteur du Désert, Paul Rabaut, avait été choisi pour remplacer auprès du conseil du roi le pasteur Court de Gibelin. Sous la responsabilité de Malesherbes, il a largement contribué à la rédaction de l'édit pour les non catholiques, publié en novembre 1787.

La Grande Peur n'épargne pas le haut pays. Ses échos suscitent des élans de solidarité entre paroisses ainsi qu'une redéfinition des pouvoirs communaux qui permet souvent aux protestants de revenir à la vie politique locale. La création des gardes nationales dans les cités et les bourgs de la région, souvent précoce, renforce l'élan de solidarité ainsi que l'esprit patriotique. En Cévennes, la constitution de gardes nationales débouche dès la fin de 1789 sur une « confédération de la Gardonnenque »⁵. Une cinquantaine de communes des hautes et des basses Cévennes prêtent un serment d'union pour faire face aux « perturbateurs ». Les communes unies dans cette fédération sont toutes protestantes mais aucun discours ne met l'accent sur ce caractère. La fête de la Fédération est marquée, dans les Cévennes, par une réelle volonté d'harmonie et de fraternité qui transcende les antagonismes confessionnels présentés comme relevant d'un temps révolu. Solennellement, le curé et le pasteur réformé de Saint-Jean-du-Gard unissent leurs voix pour dénoncer les violences du passé et prôner la fraternité⁶. Au-delà même de ces démonstrations exemplaires mais dont la représentativité ne peut être évaluée, plusieurs mobilisations

(4) Barbara de NEGRONNI, *Intolérances. Catholiques et protestants en France, 1560-1787*, Paris, Hachette, 1996.

(5) Région des Gardons, rivières qui prennent naissance dans les basses Cévennes et irriguent les collines et les garrigues situées en amont de la plaine littorale.

(6) François ROUVIERE, *op. cit.*, t. 1, p. 207, Didier POTON, « Le 14 juillet 1790 à Saint-Jean-de-Gardonnenque en Cévennes », *Protestantisme et Révolution*, Centre d'histoire de la Réforme et des protestantismes, Université de Montpellier-III, Montpellier, Sauramps, 1990, p. 123-136.

populaires en pays catholique attestent l'effacement des antagonismes confessionnels dans les esprits. Elles expriment la colère des paysans, toutes confessions confondues, à l'égard des droits féodaux.

Il n'en reste pas moins que cet incontestable élan patriotique vient rapidement se briser sur la question religieuse. Celle-ci est soulevée très tôt en Languedoc, bien avant la mise en œuvre de la Constitution civile du clergé. Les troubles éclatent à Nîmes dès l'hiver 1789-1790. À cette date, la municipalité dirigée par le baron de Marguerittes, représentant de la noblesse catholique locale, adhère sans réserve aux idéaux de 1789. Entouré d'un conseil élu au cours de l'été 1789, au sein duquel se trouvent six protestants, le maire approuve la formation d'une milice urbaine dans le contexte des troubles de la Grande Peur. Cette « légion » comporte une majorité de protestants, mais l'union autour de la défense de la Révolution l'emporte sur tout autre considération. Quelques signes trahissent cependant une réalité moins consensuelle : dès octobre 1789, une milice parallèle est mise sur pied par un avocat nîmois : François Froment. Issu d'une famille catholique dont l'ascension sociale avait été permise par l'exclusion des protestants de la vie politique, il exprime l'inquiétude de voir ces derniers revenir aux charges publiques. Il recrute les membres de sa milice au sein des couches populaires victimes de la crise économique et du chômage. Ces travailleurs, modestes pour la plupart, sont hostiles aux protestants qui sont à leurs yeux des patrons refusant de les embaucher ou des ouvriers auxquels on donne la préférence⁷. Lorsque ces troupes demandent à prêter le serment civique, ce qui suppose une reconnaissance officielle de leur existence, le maire hésite, tergiverse et se voit imposer par la force une prestation de serment qui l'embarrasse⁸. Parallèlement, la formation de la fédération de la Gardonnenque ne va pas sans inquiéter les catholiques de la région de Nîmes, Alès et Uzès. Catholiques et protestants arment des troupes dans une dynamique qui reste révolutionnaire mais suscite des inquiétudes sensibles dans la région.

Les élections municipales de février 1790 permettent aux troupes de François Froment de faire une démonstration de leur capacité de mobilisation. Protestants et catholiques ne parviennent pas à faire une liste commune et affrontent donc séparément la sanction des électeurs. Si les catholiques sont majoritaires en ville, les protestants y sont influents. Il importe donc, aux yeux des premiers, de mobiliser très largement l'électorat rural,

(7) Robert SAUZET, *Chroniques des frères ennemis. Catholiques et protestants à Nîmes du XVI^e au XVIII^e siècle*, Caen, Paradigme, 1992.

(8) François ROUVIERE, *op. cit.*, t. I, p. 77.

profondément catholique, pour faire barrage aux protestants. C'est un succès, qui permet au baron de Marguerittes d'être confortablement élu au sein d'un conseil où ne figurent que deux protestants⁹. Les élections marquent cependant le point de départ d'une agitation croissante à Nîmes. Des incidents opposent des groupes de jeunes gens de confession différente et la politisation de ces affrontements est de plus en plus marquée. Entre février et avril 1790, Froment entreprend un voyage secret à Turin pour rencontrer le comte d'Artois, émigré au lendemain du 14 juillet 1789. Il semble qu'il ait réussi à le convaincre d'appuyer la contre-révolution sur une base populaire, en jouant dans le Midi sur la question religieuse.

Les débats à l'Assemblée nationale sont très attentivement suivis à Nîmes et donnent naissance à une littérature pamphlétaire nourrie. Le rejet de la motion dom Gerle suscite de vives réactions dans le Midi. À Nîmes, François Froment se saisit de la question pour accentuer l'inquiétude des classes populaires, d'autant que début avril, une société des Amis de la Constitution a vu le jour, comptant parmi ses membres une très nette majorité de protestants (355 sur 419 adhérents). Dans ces conditions, les élections pour l'administration départementale se préparent dans un climat tendu. Un pamphlet anonyme, intitulé *Pierre Romain aux catholiques de la ville de Nîmes*, dénonce les protestants sur un ton très alarmiste. « Vous souffrirez qu'ils soient protestants, ils ne vous pardonneront plus d'être catholiques [...] vipères ingrates que l'engourdissement de leur force mettait hors d'état de vous nuire, réchauffées par vos bienfaits, elles ne revivent que pour vous donner la mort. Ce sont vos ennemis nés [...] Vos pères ont échappé par miracle de leurs mains sanguinaires ; ne vous ont-ils pas raconté les excès de cruauté qu'ils ont exercés contre vos aïeux ? »¹⁰. Ce texte, largement diffusé à Nîmes, réduit la vie politique locale à l'antagonisme confessionnel qui divise la région depuis les guerres de religion. Au mois de mai, un grave incident oppose catholiques et protestants à Montauban, cité comparable à Nîmes tant du point de vue de son histoire que de l'importance du protestantisme dans ses murs. L'affrontement se solde par cinq morts, dont quatre protestants, et une cinquantaine de « patriotes » emprisonnés. Nombre de familles protestantes choisissent alors de quitter la ville.

Les échos de cette « bagarre » encouragent les légions catholiques nîmoises. Lors de la tenue des élections, mi-juin, elles décident de faire

(9) Anne-Marie DUPORT, *Journées révolutionnaires à Nîmes*, Nîmes, Jacqueline Chambon, 1988.

(10) Cité par François ROUVIERE, *op. cit.*, t. I, p. 79.

pression sur les électeurs en encerclant le palais épiscopal où doit se dérouler le scrutin. D'autres unités de la garde nationale se rendent sur les lieux. Les tensions sont vives entre les soldats : lorsqu'un coup de fusil malheureux se fait entendre, l'affrontement devient général. Chaque camp entreprend de mobiliser plus largement : les troupes catholiques recrutent dans les campagnes voisines alors que les protestants lancent des appels à l'aide en direction de la fédération de la Gardonnenque. Les paroisses cévenoles se mobilisent dans la nuit et plusieurs milliers d'hommes se trouvent aux portes de la ville au petit matin du 14 juin. Des combats éclatent dans les rues, des couvents sont saccagés, ainsi que plusieurs maisons catholiques. Le 15 au matin, les violences se calment et l'on découvre les cadavres jonchant les rues. Leur nombre, aux environs de trois cents d'après les témoignages de l'époque, dont certains atrocement mutilés, provoque un choc dans toute la région. La « bagarre » de Nîmes est un véritable traumatisme. Cet épisode rappelle ceux que la mémoire collective catholique a cultivés depuis les guerres de religion du XVI^e siècle mais aussi les souvenirs du duc de Rohan ainsi que des Camisards. Protestants et catholiques se sont trouvés tour à tour du côté des victimes et du côté des bourreaux à l'échelle locale. Chacun peut donc cultiver la peur de l'autre et craindre sa victoire. Avec les réformes introduites par la Constituante, les catholiques méridionaux perdent un atout majeur, le soutien indéfectible de l'État et de sa machine répressive acquis depuis la Révocation. Cette rupture provoque de fortes inquiétudes au sein de populations catholiques qui se souviennent de la précarité locale de leur situation. Dans ces conditions, la « bagarre » de Nîmes, soigneusement orchestrée, provoque une onde de choc. Ses conséquences sur les comportements et les partis pris politiques sont accentuées par le tour que prennent les réformes religieuses entreprises par l'Assemblée nationale.

La Constitution civile du clergé : le temps de la rupture

Le refus très marqué que l'on peut constater dans la région face au serment trouve ses racines dans les incidents qui émaillent la fin de 1789 et le printemps 1790. La Constitution civile du clergé est imposée dans un contexte local tendu ; cela rend difficile l'acceptation d'une réforme qui semble affaiblir l'Église en s'attaquant non seulement à sa richesse matérielle, garante de son indépendance, mais également à sa hiérarchie et aux relations privilégiées des catholiques avec le Saint Siège. Il faut rappeler que tout cela a revêtu une importance particulière dans cette région de frontière confessionnelle. La Contre-Réforme y a été très active, portée

par des évêques et un clergé régulier de combat¹¹. La reconquête catholique a été rendue possible par la puissance du clergé et le soutien de l'État. La redéfinition de ces liens rend incertaine la position de la communauté catholique à l'échelle locale ; la politique menée en faveur de l'égalité civique des protestants et de la liberté de culte revient sur une politique séculaire déterminante pour les équilibres politiques et confessionnels de la région. C'est donc tout un monde qui semble à la veille de s'effondrer ce qui suscite un sentiment d'urgence dans l'esprit de beaucoup de catholiques, notamment dans les régions de montagne où les affrontements passés se sont révélés les plus violents.

Très éprouvés par l'affaire de Nîmes, les catholiques de la région relèvent la tête dès le mois d'août 1790. Aux confins du Gard, de l'Ardèche, de la Drôme et de la Lozère, un camp fédératif est organisé dans la plaine de Jalès. Au lendemain de la fête de la Fédération, les royalistes du Vivarais méridional décident de rassembler les gardes nationales des paroisses de la région sous le prétexte de renouveler le serment civique. Plus de cent quatre-vingts paroisses envoient des délégués ; quatre-vingt mille gardes nationaux et députés s'y trouvent rassemblés, dont de nombreux patriotes. Une fois la cérémonie achevée, une partie des hommes demeure sur place afin de mettre au point la vengeance des catholiques de Nîmes. Un comité se constitue et décide de coordonner son action à la contre-révolution dirigée par les émigrés¹². La mobilisation populaire est galvanisée par une propagande alarmiste qui exploite la peur du retour des protestants aux responsabilités politiques. À l'automne 1790, un manifeste vraisemblablement écrit par le comte de Saillans ou à son initiative, utilise le désarroi qui gagne la population : « Les catholiques se voient repoussés de partout [...] Les protestants nous insultent ouvertement, le sang coule [...] les tribunaux sont sourds à nos cris. Opprimés, on accuse nos prêtres d'être oppresseurs [...] Attaqués dans ce que nous avons de plus cher, le désespoir nous met les armes à la main [...] »¹³. Le retour des protestants est vécu comme l'inversion des normes politiques et sociales qui avaient permis à la région de retrouver la paix et un semblant d'unité religieuse, même si celles-ci reposaient sur la répression du culte réformé. Discours et propagande jouent un rôle clé en agitant des

(11) Robert SAUZET, *Contre-Réforme et réforme catholique en Bas-Languedoc. Le diocèse de Nîmes au XVIII^e siècle*, Paris, Fleurus, 1979.

(12) Charles JOLIVET, *La Révolution en Ardèche, 1788-1795*, Aubenas, [1930] 1988.

(13) AN, D I 101, *Manifeste de 50 000 Français armés pour la cause de la religion et de la royauté*.

peurs anciennes qui réveillent des solidarités nouées au temps des troubles de religion.

Dans ce contexte, la Constitution civile du clergé déclenche des mouvements de colère et de panique : l'opposition populaire est forte, soutenant le refus massif exprimé par les curés des régions les plus montagneuses. Dans les zones de contact et sur les hautes terres catholiques, le refus est franc : en Aubrac et Margeride, moins d'une dizaine de prêtres acceptent le serment et plusieurs se rétractent après quelques mois. En Aveyron, le rejet est très marqué dans les districts qui comptent de fortes minorités protestantes : à Millau ou Saint-Affrique, seuls 6 % à 7 % des curés en poste prêtent le serment et restent fidèles à cet engagement. Dans l'ancien diocèse de Saint-Pons (Hérault), sous l'influence de pasteurs jansénistes, 80 % des prêtres acceptent la Constitution civile du clergé mais dans les zones de contact confessionnel (district de Montpellier ou de Bédarieux), le serment est très largement rejeté. Il en va de même dans l'ancien diocèse de Castres ou dans les monts de Lacaune, autres régions de contact. Au cœur des Cévennes, en revanche, les curés sont plus nombreux à prêter serment, adhérant en cela au soutien populaire massif à l'égard des réformes de la Révolution.

Fidèles et pasteurs affichent une solidarité très forte face au serment. Il est rare de trouver une discordance entre les choix du curé et l'opinion de ses ouailles. Quelques curés patriotes en pays de catholicité en ont fait la douloureuse expérience. Le vieux curé de Saint-Alban (Lozère), un temps convaincu de sympathies jansénistes, est chassé par ses paroissiens après avoir prêté le serment. Condamné à l'errance dans le rude hiver de la Margeride, il meurt des suites de son séjour forcé dans les bois. À l'inverse, les mobilisations populaires en faveur des curés réfractaires sont nombreuses dans les hautes terres. Dans la région que nous avons étudiée, un attroupement sur cinq est directement lié au refus des réformes religieuses. En Lozère, plus d'un sur trois relève de la contestation de la politique religieuse de la Révolution. Cette convergence d'opinion s'explique par le partage d'une culture commune au clergé rural et à leurs paroissiens : en Gévaudan ou en Rouergue, les curés sont issus de familles paysannes pour plus des deux tiers¹⁴. La défense de l'Église recoupe souvent celle des intérêts familiaux autant que les convictions profondes de familles qui ont donné un ou plusieurs de leurs enfants à Dieu : le serment

(14) Patrick CABANEL, *Les cadets de Dieu. Vocations et migrations religieuses en Gévaudan, XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, CNRS Éditions, 1997 ; Nicole LEMAÎTRE, *Le Rouergue flamboyant : clergé et paroisses du diocèse de Rodez, 1417-1563*, Paris, Le Cerf, 1988.

dénature l'engagement des uns et menace le salut des autres. Dans les régions de contact confessionnel, les patriotes en 1791 sont presque toujours des protestants. Aussi, lorsque les autorités décident d'imposer le respect de la loi par la force, les paroissiens catholiques assimilent Constitution civile du clergé et protestantisme. À leurs yeux, les « jureurs » sont devenus protestants et la communauté réformée a mis la Révolution à profit pour réaliser enfin ce qu'elle n'avait pu imposer au cours des guerres de religion : la destruction de l'Église catholique romaine.

Les troubles sont précoces dans les montagnes du Languedoc. Dès janvier 1791, une émeute secoue Millau (Aveyron) lors de l'annonce de l'arrivée du texte du décret sur le serment. En février, une partie de la garde nationale d'Uzès (Gard) s'enferme dans la cathédrale dont on devait faire l'inventaire. Les insurgés décident ensuite de gagner la plaine de Jalès afin d'y retrouver le comité contre-révolutionnaire et se mettre à son service. Une atmosphère insurrectionnelle gagne la région : des curés prônent la rébellion, certains affirmant que « l'on pourrait bien trouver dans cette partie 100 000 hommes armés sans dépeupler le pays [...] ». La devise des montagnards est : La religion et le roi »¹⁵. Dès cette date, les habitants des montagnes jouent un rôle important dans le jeu des tensions locales. Réputés fermes dans leur foi et âpres combattants, ils sont investis d'une mission vengeresse. De nombreux incidents éclatent dans la partie orientale du Gard au cours de l'hiver 1791 : des patriotes sont agressés, des maisons protestantes marquées d'une croix blanche, comme du temps des guerres de religion. En février, des troupes catholiques et royalistes se rassemblent de nouveau dans la plaine de Jalès et tentent de déclencher une insurrection contre-révolutionnaire. Le second camp de Jalès est un échec, mais il ne décourage pas pour autant les membres survivants du comité ni la résistance populaire face au serment des prêtres. À l'échelle nationale, Jalès devient un symbole de la contre-révolution catholique et populaire. Les cantons montagneux se braquent plus que jamais contre la Constitution civile du clergé et les prêtres élus.

L'attachement aux hommes, aux lieux et aux objets du culte mobilise très largement les habitants des montagnes. Dans ces espaces ingrats, où la vie est particulièrement rude, l'Église offre, depuis la fin du Moyen Âge, une voie d'ascension sociale pour les familles les moins démunies. Les mesures de proscription contre les réfractaires font jouer les solidarités familiales et villageoises. Par ailleurs, la conception de l'hérésie a

(15) AN, F7 3652/1, troubles et insurrections en Ardèche entre 1790 et 1791.

très peu évolué dans ces sociétés de montagne. Elle est une souillure et une menace pour tous ceux qui sont contraints de la côtoyer. Les églises desservies par les « jureurs » sont l'objet de dégradations fréquentes par les femmes habituellement chargées de leur entretien. Les « intrus » sont bousculés, injuriés, parfois frappés. On leur refuse l'usage des cloches lorsque l'on a dû leur céder la clé de l'église. Certaines cérémonies donnent lieu à des affrontements où se lit le désespoir d'une communauté privée des secours spirituels qui seuls peuvent guider les âmes vers le paradis céleste. Eucharisties, processions, enterrements ou mariages sont des temps sensibles, propices aux violences. La Révolution est ramenée à la dynamique propre aux guerres de religion. Le surnaturel intervient dans le quotidien : des croix renversées se redressent seules, des traîtres délateurs de prêtres se voient affectés par d'atroces maladies, des miracles s'accomplissent sur les lieux de sépulture de prêtres « martyrisés ».

Confrontés à ce refus brutal, les patriotes dénoncent l'influence des royalistes mais plus encore des prêtres sur un peuple qu'ils jugent crédule car maintenu dans l'ignorance par les élites de l'Ancien Régime. Le rôle tenu par les femmes traduirait son incapacité à comprendre les enjeux politiques des réformes entreprises. Souligner la sauvagerie de leur comportement lors de certaines émeutes, l'expliquer par l'emprise de la passion sur la raison, est un moyen de discréditer l'engagement politique du peuple catholique, de refuser de voir dans son opposition l'expression d'une identité culturelle à part entière. Il s'agit, en fin de compte, d'un déni d'existence politique. Pour les fidèles catholiques, la Révolution se traduit par la fin d'un système de valeurs péniblement construit à partir de la Révocation. Il semble difficile de prétendre que ce peuple catholique n'avait pas conscience de la portée politique des choix religieux. Vécu au quotidien dans une région de frontière confessionnelle, le lien entre politique et religion s'est imposé à tous depuis des siècles. De leur côté, les protestants ont massivement épousé la cause de la Révolution qui a su les libérer d'une oppression d'État vieille de plus d'un siècle. Ils ne peuvent rester indifférents face aux mobilisations catholiques et à la propagande qui les diabolise. De part et d'autre, les différences d'opinions religieuses conduisent à une polarisation précoce et brutale des opinions politiques.

Frontière confessionnelle et polarisation politique : le poids de la question religieuse dans les choix politiques collectifs

Si rien ne semblait déterminer l'attitude politique des deux communautés confessionnelles au début de la Révolution, force est de

constater que la méfiance héritée d'un passé lourd de violences fratricides l'emporte très tôt. Le choc provoqué par la Constitution civile du clergé se traduit par des comportements politiques collectifs antagonistes. Comprendre leur ressort permet aussi de mettre l'accent sur les contradictions propres à ces dynamiques collectives qui ne sont en rien mécaniques. Ce sera l'objet de notre seconde partie qui envisagera dans un premier temps les formes d'engagement politique des uns et des autres avant de poser la question du poids de la mémoire des guerres de religion sur les partis pris collectifs.

« Frères ennemis » : catholiques et protestants en Révolution

Dès le début de la Révolution, les protestants investissent les espaces politiques nouveaux créés par la dynamique révolutionnaire, gardes nationales, clubs patriotes, fonctions électives. Ce comportement ne leur est pas spécifique : ils côtoient nombre de catholiques patriotes, y compris, dans les premiers temps de la Révolution, des curés, représentants « naturels » de leur paroisse et défenseurs de ses intérêts¹⁶. Aux côtés de leurs coreligionnaires, des pasteurs s'engagent également au service des nouvelles institutions. Quelques exemples célèbres de députés ou de patriotes membres des administrations locales ne doivent cependant pas masquer le fait que les pasteurs restent en retrait de la vie publique. Le durcissement politique qui marque les années 1792-1794 conduit consistoires et synodes à leur interdire d'occuper des charges politiques, jugées incompatibles avec l'éthique de leur fonction. « Tout protestant doit être vrai républicain » affirme le pasteur Samuel François. Les instances réformées, sans condamner cette affirmation, refusent de cautionner les pratiques politiques mises en vigueur lors de la Terreur¹⁷. Au sein des populations réformées, l'engagement collectif est beaucoup plus net. La Révolution représente à leurs yeux une formidable avancée. Compte tenu de la mobilisation catholique, tout retour en arrière ne pourrait que ruiner la liberté acquise au terme d'une longue période d'oppression. Sociologiquement, la bourgeoisie protestante adhère aux idéaux des hommes de 1789, non seulement sur les questions politiques et religieuses mais aussi en matière de politique économique. La défense du nouveau régime est

(16) Georges FOURNIER, « La participation du clergé constitutionnel à la vie politique locale en Languedoc pendant la Révolution », *Bulletin de Littérature Ecclésiastique*, n° spécial *L'Église et la Révolution française*, t. XC, juillet-septembre 1989, p. 93-106.

(17) Jacques POUJOL, Patrick CABANEL, « Tout protestant doit être vrai républicain... », *BSHPF*, t. 135, oct.-déc. 1989, p. 659-687.

donc une évidence pour les protestants du Midi. Dès le printemps 1791, une mobilisation populaire patriote prend forme dans les lieux de contact confessionnels les plus exposés à la résistance catholique ainsi qu'à l'organisation de réseaux royalistes.

Dans la plupart des cités mixtes, la réaction patriote est vigoureuse face à la contestation de la Constitution civile du clergé. Les protestants y occupent une place croissante. L'un des mouvements les plus marquants est celui qui voit se former dès le mois de juin 1791, des bandes de jeunes patriotes décidés à exercer une justice expéditive à l'encontre des royalistes ou réputés tels. Connues sous le nom de « Pouvoir exécutif », elles sont mentionnées à Alès, Montpellier, Nîmes, Uzès, Castres et Saint-Affrique (Aveyron), cités mixtes du point de vue confessionnel. Ces bandes agissent en secret et ne sont que très rarement dénoncées par les autorités. Celles-ci sont confrontées à un choix impossible les acculant à trahir des patriotes, même excessifs dans leurs comportements, alors que les contre-révolutionnaires s'agitent à leurs portes. Une seule de ces bandes est réellement connue : celle qui sévit à Saint-Affrique¹⁸. Formée à la fin août 1792, elle a pour ambition de remplacer la force armée chargée de réprimer les émeutes catholiques. Son départ suscite l'inquiétude des patriotes. Des jeunes gens de bonnes familles, parmi les plus riches de la cité, tous protestants, décident de prendre la relève et de semer la terreur parmi les « ennemis » de la Révolution. Aristocrates ou réputés tels, prêtres réfractaires, gens du peuple suspects de sympathies à leur égard forment l'essentiel des victimes de cette association connue sous le nom de « Bande noire ». Les autorités sont mal à l'aise face à ces mouvements patriotes à la limite de la légalité : les violences des jeunes de Saint-Affrique durent plus de deux mois sans provoquer de réaction de leur part. Plusieurs maisons sont saccagées, des personnes brutalisées, deux femmes violées, ce qui contraint les autorités à dénoncer les agissements des jeunes patriotes. Ces derniers ne sont que très légèrement punis. En 1793, leurs chefs prennent la municipalité et restent en place jusqu'en 1795. Durant cette période, Saint-Affrique a basculé dans une logique de guerre civile opposant les deux communautés confessionnelles.

Dans l'ensemble du Midi de la frontière confessionnelle, la fin de l'année 1791 voit se mobiliser les patriotes dans les régions protestantes. Dans les Cévennes lozériennes, aux confins de la Lozère et du Gard, les propriétés du comte de Saillans sont l'objet d'attaques répétées. L'impli-

(18) AD Aveyron, 1 L 753 et 754 ; 7 L 46 ; AN, F 7 3657/1.

cation du comte dans le réseau royaliste de Jalès est connue de tous à cette date. Au printemps 1792, une nouvelle vague d'attaques contre les châteaux se déclenche dans le Gard. De proche en proche, la plupart des châteaux appartenant à des nobles catholiques suspects de prêter main-forte à la contre-révolution locale sont attaqués, dépouillés et détruits pour certains d'entre eux. Le mouvement gagne rapidement le département voisin de l'Hérault où il reste cantonné aux communes protestantes. Il semble difficile d'assimiler ces attaques à des mouvements antiféodaux¹⁹ car les revendications économiques restent rares alors que les justifications politiques sont nombreuses. Par ailleurs, il est exceptionnel qu'un château appartenant à une famille protestante soit attaqué alors que les nobles les plus engagés dans la réaction royaliste voient leurs biens systématiquement dégradés. La présence de gardes nationaux dans les attroupements, notamment dans la région de la Gardonnenque, est un autre signe du caractère politique du mouvement. Enfin, les communes touchées sont majoritairement protestantes. Dans le district d'Alès, où d'importants attroupements s'attaquent aux châteaux, les autorités impuissantes rapportent les paroles des incendiaires, parmi lesquels la plupart des gardes nationaux des communes concernées. Ces hommes affirment qu'ils veulent « exterminer tous les nobles, les ecclésiastiques et leurs soudoyés [...], qu'ils [...] se plaignent de la lenteur de l'Assemblée nationale et de toutes les administrations de n'avoir pas agi contre les conspirateurs avec des forces et des sévérités plus que barbares, tant leurs têtes sont échauffées [...] »²⁰. L'incendie des châteaux s'inscrit dans cette perspective. Il faut palier la lenteur, voire l'apathie supposée des autorités et lever le peuple patriote face aux « ennemis » de la Révolution. Un véritable engrenage se met en place dans lequel les modérés des deux camps ne parviennent plus à faire entendre leurs voix. Le souvenir des violences du passé est ravivé par les enjeux du moment : la survie de la communauté protestante semble liée à la sauvegarde de la Révolution et l'intégrité de la religion catholique menacée par elle. La mobilisation des catholiques ne cesse pas à la suite de la contre-offensive patriote. Elle s'enracine dans une attitude de refus qui conduit nombre de communautés à soutenir une contre-révolution dont elles sont loin de partager tous les idéaux.

L'exemple du camp de Jalès pousserait à conclure à une collusion entre refus populaires et contre-révolution royaliste, mais la réalité est

(19) Ce que fait Anatoli Abo, *Paysans en Révolution. Terre, pouvoir et jacquerie, 1789-1794*, Paris, Société des études robespierristes, 1996.

(20) AD Gard, L 421, lettre du 6 avril 1792.

souvent plus nuancée. À la suite des deux premières tentatives insurrectionnelles, un nouveau camp se prépare en 1792, toujours à Jalès. Des réseaux se créent dans la région, parcourue par des recruteurs bénéficiant de points de chute sûrs, paroisses catholiques de la montagne hérissées contre le serment des prêtres. Du côté de Saint-Ambroix (Gard), de Mende en Lozère, de Ganges (Hérault) ou dans les monts de Lacau, des recruteurs parviennent à convaincre des jeunes gens à passer au service de la contre-révolution. Ils font valoir avant tout la défense de la religion et affirment que les princes émigrés financeront largement cette armée populaire. Au-delà même du nombre des volontaires enrôlés, difficile à estimer, la campagne de recrutement royaliste a un écho non négligeable au sein des populations rurales ; elle suscite un climat insurrectionnel en instaurant l'idée d'une alternative crédible à la Révolution. Enfin, elle lie intimement défense de la religion catholique et contre-révolution royaliste. Ses échecs successifs contribuent à déplacer les réseaux royalistes dans les montagnes, les villes étant le plus souvent aux mains des patriotes. Ce dernier point n'est pas sans conséquence : les recrues sont issues du monde rural. Ces hommes sont prêts à s'engager au nom de la religion mais la restauration de l'ancien régime n'est pas nécessairement leur priorité. C'est pourquoi les recruteurs royalistes jouent sur la peur de voir l'Église disparaître et l'ennemi héréditaire l'emporter après deux siècles de luttes acharnées.

En février 1792, la Lozère est le théâtre de troubles qui s'inscrivent dans cette dynamique. Les patriotes sont minoritaires à Mende et plus encore dans les campagnes alentour. Les agressions répétées qu'ils subissent leur font craindre une rébellion généralisée des hautes terres catholiques. Leur appel à l'aide est entendu par les autorités militaires du Midi qui envoient des troupes en Lozère. L'annonce de leur arrivée provoque une révolte encadrée par les autorités de la ville, la garde nationale et les royalistes locaux, dont plusieurs sont membres du comité de Jalès. Des émissaires gagnent les paroisses proches, afin de mobiliser les paysans et de les convaincre de marcher au secours de Mende. Un esprit de croisade anime cette campagne ; un curé menace au cours du prône : « Les huguenots devaient venir saccager Mende avec d'autres brigands des environs, qu'il fallait y porter secours ou bien devenir huguenots ! »²¹. En ville, le tocsin sonne, des armes et des bonnets rouges sont distribués à la population en signe de ralliement « à la croisade que l'on prépare en faveur de la

(21) AN, F7 3681/13.

religion catholique »²². Dans ces terres de frontière confessionnelle, la proximité des « frères ennemis » selon l'expression de Robert Sauzet²³ accentue l'angoisse de chaque partie qui lutte pour sa survie. L'affrontement, dans ces hautes terres, a été la règle depuis l'introduction de la Réforme protestante. La violence est une composante essentielle des relations entre les deux communautés, qu'elle soit violence d'État ou violence populaire. Si au cours du XVIII^e siècle, elle est progressivement bannie des comportements quotidiens, elle reste présente dans le langage comme dans les représentations collectives. C'est pourquoi les appels à la croisade s'insèrent naturellement dans les discours mobilisateurs. La Révolution est considérée par les populations des hautes terres catholiques comme une épreuve divine. La fuite puis l'emprisonnement du roi est un autre signe fort. L'atteinte portée au monarque et à sa famille rejette définitivement les patriotes dans le camp des iconoclastes, des incroyants, des schismatiques. Le lien entre religion et politique s'en trouve considérablement renforcé, justifiant l'alliance de l'insoumission populaire et de la rébellion royaliste.

En février 1791, les insurgés d'Uzès s'en remettent au comité de Jalès pour organiser la rébellion ; en février 1792, le peuple de Mende et des campagnes environnantes vient prêter main-forte aux royalistes de la région. En juillet de la même année, plusieurs milliers d'hommes viennent se placer sous les ordres du comte de Saillans dans le cadre du troisième camp de Jalès. En mars 1793, la levée des 300 000 hommes suscite une violente opposition dans les hautes terres de l'Aubrac, de la Margeride et des monts de Lacaune. Plusieurs camps contre-révolutionnaires sont organisés en Lozère, en Rouergue et dans les montagnes de l'Hérault oriental. En mai, Marc-Antoine Charrier, ancien député à la Constituante acquis à la cause royaliste, lève une « armée chrétienne du Midi ». Cette initiative suscite un fort engouement en haute Lozère et dans les régions de contact confessionnel, notamment dans les paroisses catholiques des gorges du Tarn. Des compagnies paroissiales se forment pour rejoindre cette armée populaire capable de tenir tête aux troupes militaires, mais un nouvel échec sanctionne cette insurrection. Les paysans se débandent rapidement ; il ne se produit pas dans le Midi de phénomène comparable à ce que l'on peut constater à la même époque en Vendée ou en Bretagne. L'union sacrée entre la noblesse locale et la paysannerie catholique ne se

(22) *Ibid.*

(23) Robert SAUZET, *Chronique des frères ennemis*, op. cit.

concrétise pas. Très peu nombreux, les nobles conservent une image trop négative pour susciter l'adhésion en masse des paysans. Ceux-ci n'ont pas réellement besoin d'eux pour faire échec aux lois qu'ils jugent iniques. L'insoumission générale dans les montagnes suffit à rendre caduques la plupart des décrets révolutionnaires. Dans ces conditions, les équilibres traditionnels sont globalement préservés et les communautés se soudent face à la menace. La noblesse n'a jamais eu dans le maintien de ces équilibres le rôle fondamental qu'y a joué l'Église à travers les curés.

Jeux de mémoire : la Révolution, nouvelle guerre de religion ?

Envisager que la Révolution, fille des Lumières, ait pu réveiller des haines confessionnelles relevant de temps jugés barbares était presque impossible pour les contemporains les plus cultivés. En 1792, les commissaires chargés de l'enquête sur la Bande noire de Saint-Affrique expriment très clairement cette incrédulité des élites : « Nous sommes bien loin de croire ce que l'on a voulu nous persuader, que deux partis dont la religion alimente la haine ne cherchent qu'à s'entretenir. Quoi ! À la fin du XVIII^e siècle, la religion servirait encore de prétexte à la haine ? Le fanatisme, ce monstre à plusieurs têtes, en aurait-il encore quelqu'une qu'on dût abattre ? »²⁴ Venus de Rodez, les deux commissaires ne sont pas partie prenante des affrontements confessionnels qui marquent la culture collective à Saint-Affrique. Ils ne partagent pas les souvenirs qui viennent obséder catholiques et protestants dans une région marquée par le poids des guerres de religion maintes fois recommencées. Par ailleurs, le XVIII^e siècle semble avoir permis d'inventer un mode de coexistence pacifique entre les deux communautés ; un consensus en faveur de la tolérance semble s'imposer. La communauté protestante cherche à faire oublier l'image que la guerre des Cévennes (1702-1704) a laissée aux contemporains, celle des prophètes inspirés poussant à prendre les armes contre le roi au nom de la religion. À la veille de la Révolution, le culte réformé a perdu, aux yeux des élites cultivées, son caractère violent et fanatique. Plusieurs membres du clergé prennent la plume pour défendre la tolérance entre les deux confessions du royaume. Il n'est pas jusqu'à l'évêque d'Alès, dont le diocèse fut créé après la Révocation pour venir à bout de la minorité réformée, qui ne plaide en faveur de la paix religieuse. Il s'adresse ainsi aux catholiques dont il cherche à calmer la colère au printemps 1790 : « Lorsque je parcourais, il y a deux ans, les différentes

(24) AD Aveyron, 1 L 754, 3 décembre 1792.

parties de mon diocèse [...] mes tristes regards s'arrêtaient avec l'expression d'une douleur muette et sombre sur ces Temples, ces châteaux, ces habitations dont les ruines attestent encore les malheurs de vos pères [...] En plaignant ceux de vos frères que des préjugés héréditaires retiennent dans l'erreur, pensez aux vertus, aux qualités morales, aux talents qui distinguent un si grand nombre d'entre eux [...] N'oubliez pas qu'il en est parmi vous dont les pères ont défendu les mêmes opinions [...] »²⁵. Cet appel au calme et à la tolérance ne fait pas du prélat un partisan de la Révolution : au printemps 1791, il refuse de se soumettre au serment. En 1779, le curé de Saint-Cyr publie une lettre anonyme dans laquelle deux prêtres des Cévennes dénoncent l'intolérance civile et religieuse à l'encontre des protestants. Localement, des curés ont été nombreux à cohabiter dans la meilleure intelligence avec leurs paroissiens de confession réformée. Dans la majorité des cas, protestants et catholiques ont su vivre en paix, même si les mariages mixtes sont très rares²⁶.

Peut-on pour autant affirmer que les violences du passé ont été oubliées de part et d'autre ? Le récit fourni par Jacques Ménétra, compagnon parisien présent dans la région de Nîmes et des Cévennes en 1763, est sur ce point riche d'enseignements. Dans le cadre de son tour de France, il entre au service d'un patron protestant nîmois avec lequel il entretient d'excellentes relations. Volontiers critique à l'égard de l'Église, catholique peu pratiquant, il n'a aucun préjugé vis-à-vis des protestants. Il décide donc de gagner les Cévennes et trouve une place chez un cousin de son employeur, à Saint-Hypollite-du-Fort. Il rencontre là un état d'esprit bien différent. Tout est prétexte pour lui faire entendre le récit des persécutions endurées par les protestants dont il se voit même accusé, au seul titre de catholique²⁷ ! Son récit témoigne d'une différence sensible de comportement et de mentalité entre les villes et les montagnes, les élites et les classes plus populaires, mais également entre les générations. Les jeunes protestants manifestent un intérêt plus exacerbé que leurs aînés à l'égard du passé douloureux dont a souffert la minorité réformée. Cette génération, qui n'a connu ni les troubles de la guerre des Camisards ni la

(25) *Réponse de M. l'évêque d'Alais à l'adresse et à la délibération des catholiques d'Alais du 25 mars 1790*, cité par Jacques POUJOL, « le changement d'image des protestants pendant la Révolution », *Bulletin de la Société d'histoire du protestantisme français*, t. 135, oct.-déc. 1989, p. 501-543.

(26) Jacques FRAYSSENGES, *Millau, une ville du Rouergue sous l'Ancien Régime (1668-1789) : société catholique et société protestante*, Millau, Librairie Trémolet, 1990.

(27) *Journal de ma vie. Jacques-Louis Ménétra, compagnon vitrier au XVIII^e siècle*, présenté par Daniel ROCHE, Paris, Montalba, 1982, p. 120-121.

répression, hésite moins à recourir à la provocation ou à la violence verbale pour faire triompher ses idées. Elle comprend mal les réserves de ses aînés qui, eux, ont connu la période du Désert, des assemblées clandestines, des soldats chargés de traquer les récalcitrants. Au moment de la Révolution, les jeunes sont souvent le fer de lance des violences patriotes, que ce soit au cours de la guerre des châteaux du printemps 1792 ou bien au sein des Pouvoirs exécutifs qui fleurissent un peu partout dans le Midi languedocien.

Comment mesurer le poids de la mémoire des conflits de religion sur les choix politiques au cours de la Révolution ? Le déni des élites rend la quête délicate. Dès la bagarre de Nîmes cependant, des témoins interrogés par la justice sont nombreux à se rappeler les guerres de religion, notamment la « Michelade »²⁸, épisode sanglant qui, en 1567, avait vu les chefs du parti protestant massacrer notables et curés catholiques de Nîmes. Dans les Cévennes, un curé constitutionnel affirme que ses paroissiens fêtaient ostensiblement la Saint-Barthélemy depuis 1791²⁹. À Mende, l'arrivée de l'évêque constitutionnel se traduit par la fin de l'usage des cloches des églises de la ville, en souvenir d'un épisode des guerres de religion au cours duquel un capitaine huguenot avait profité de leur tintamarre pour envahir la ville et la livrer à ses soldats³⁰. Les appels à la croisade qui retentissent dans la ville, la propagande qui joue de la peur des protestants cévenols, les sermons enflammés de certains curés, tout concourt à raviver la mémoire des guerres de religion, très vivace dans les espaces de frontière confessionnelle. Une femme salue le départ des troupes en février 1792 en s'exclamant : « Malgré Luther, l'Église sera triomphante ! »³¹

L'épisode le plus riche du point de vue de l'expression populaire de la mémoire des guerres de religion se déroule à Saint-Affrique en février 1792, lorsque de jeunes catholiques exaltés appellent au massacre des réformés. L'un d'eux lance : « Il faut en finir [...] détruire toutes les maisons des protestants » ; un de ses compagnons ajoute : « Nous avons des fusils et des balles, c'est cette fois qu'il faut les finir ». Un autre enchaîne : « Il fait ce soir clair de lune. Il faut attendre encore, mais dès que la nuit sera plus sombre, nous commencerons par les enfants et nous finirons par les pères »³². Les protestants ne se laissent pas impressionner.

(28) AN, F7 3677/1, Plainte adressée au ministre de l'Intérieur.

(29) AD Gard, L 421, lettre du curé Olezon du 9 janvier 1792.

(30) Il s'agit du capitaine Matthieu Merle et de la bataille de Noël 1579.

(31) AN, F7 3681/13, 6^e et 8^e dossiers traitant de la « bagarre » de Mende de février 1792.

(32) AN, F7 3657/1, interrogatoires de témoins.

Un groupe de femmes tient tête aux catholiques dans les rues. L'une d'elles s'exclame : « Autrefois, quand vous alliez à l'église, vous étiez armés, actuellement, nous le sommes aussi ! » Une jeune fille ajoute : « Aujourd'hui, nous avons beau jeu, autrefois, nous pleurions, actuellement c'est à votre tour, lorsque les protestants des Cévennes et ceux de Millau arriveront avec leurs sabres aiguisés, il faudra que la tête des catholiques saute »³³. Protestants et catholiques se trouvent plongés dans une atmosphère qui les renvoie aux guerres de religion car celles-ci ont rythmé l'histoire de la région et contribué à forger une culture de la violence. La place des Cévennes dans l'imaginaire collectif est particulièrement révélatrice des mentalités. Bastion réformé qui a su résister à plusieurs siècles d'oppression, ces montagnes sont devenues, au fil des guerres, un sanctuaire de la Réforme méridionale. Dès le XVI^e siècle, elles s'affirment comme base de repli indispensable pour les protestants des cités de la plaine littorale ou du piémont. Après la Saint-Barthélemy, les chefs huguenots y recrutent des soldats robustes et convaincus de servir le « vrai » Dieu. Mais c'est au cours des guerres de Rohan, entre 1621 et 1629, que les Cévennes acquièrent leurs lettres de noblesse³⁴. En 1628, les armées du roi sont aux portes de Saint-Affrique. Alerté par les habitants, Rohan dépêche une troupe composée de Cévenols qui parviennent à décourager les soldats royaux et à libérer la cité. Nul doute que cet épisode inspire les protestantes contemporaines de la Révolution lorsqu'elles menacent les catholiques de l'arrivée des Cévenols !

Le jeu de la mémoire populaire des guerres de religion est complexe. Il fait alterner chez les uns et les autres la mémoire malheureuse des massacres et des persécutions, mais également celle des victoires et de la domination de l'ennemi. Dans la région de Saint-Ambroix, jouxtant la plaine de Jalès, les guerres de religion ont été cruelles notamment celle des Camisards. Peu de temps après le déclenchement de la révolte protestante, les paroisses catholiques de cette région se sont armées pour se placer au service du roi. Les violences ont pu être extrêmes au cours de ces affrontements entre civils et il n'est pas étonnant que leur souvenir se soit transmis de génération en génération. Durant la Révolution, ce sont les mêmes communautés qui se mobilisent lors des camps de Jalès : la géographie des troubles entre 1790 et 1792 est la même que lors de ceux de 1702-1704.

(33) *Ibidem*.

(34) Valérie SOTTOCASA, « Les guerres de Rohan et la construction de l'identité cévenole », *BSHPF*, t. 152, oct.-déc. 2006, p. 625-645.

Le jeu de cette mémoire n'entraîne cependant pas d'effets mécaniques. Dans de nombreux lieux, le consensus forgé au cours du XVIII^e siècle s'est maintenu malgré les troubles, les inquiétudes et les appels à la violence. Dans la région des Vans, contiguë à la plaine de Jalès, les mouvements de troupes sont nombreux entre 1791 et 1792, suscitant la panique côté protestant comme catholique. Les responsables politiques ont su cependant maintenir l'ombre de la guerre civile à l'écart de leur communauté³⁵. Dans les Cévennes, plusieurs curés réfractaires ont été protégés par des élus protestants et sont restés en sécurité dans des paroisses entièrement réformées. L'usage de la violence ne fait pas l'unanimité dans l'une ou l'autre des deux communautés. Les jeunes protestants membres de la Bande noire de Saint-Affrique sont finalement condamnés par leurs coreligionnaires. Les pasteurs les plus engagés en faveur de la Terreur le sont également par les instances protestantes locales. L'épisode de la Terreur est un moment difficile pour les catholiques comme pour les protestants qui eurent à souffrir de la déchristianisation excepté dans les Cévennes. Il faut se souvenir que dans les villes de la plaine littorale, ce sont des patriotes catholiques qui ont appuyé le plus fermement la radicalisation politique de l'an II, alors que les réformés ont pris leurs distances, renouant avec les responsabilités politiques sous le Directoire. Les choix politiques ne sont donc pas mécaniquement dictés par l'appartenance confessionnelle, d'autres influences jouant largement sur les comportements individuels, convictions politiques personnelles, milieu social et culturel. Il n'en reste pas moins que les attitudes collectives trahissent une homogénéité forte dressant les deux communautés confessionnelles l'une contre l'autre. La Révolution politise les affrontements hérités de siècles antérieurs au cours desquels les guerres de religion ont pris une part majeure.

Dans les montagnes du Languedoc, la question religieuse a provoqué une prise de conscience des enjeux politiques nationaux et de ce fait elle a contribué à la politisation des sociétés de montagnes. La présence de deux communautés confessionnelles ennemies a contribué à dramatiser les enjeux politiques, leur survie étant liée à la politique de l'État depuis le XVI^e siècle. La répétition des violences aux siècles suivants a créé les conditions pour que se diffuse une mémoire populaire des guerres de religion et que la peur de l'autre se transmette de génération en

(35) AN, F7 3652/1 (Ardèche).

génération. En mettant en péril la place de l'Église catholique au sein de l'État, en accordant aux protestants l'égalité civile et la liberté de culte, la Révolution réveille des peurs et suscite de formidables espoirs. La radicalisation politique qui marque tout le royaume épouse dans ces montagnes les contours des vieilles haines confessionnelles. Malgré les manifestations d'adhésion aux idéaux révolutionnaires en 1789, protestants et catholiques se trouvent divisés par les enjeux politiques de la réforme religieuse. La coïncidence entre confessions et partis-pris politiques sous la Révolution peut laisser croire à un retour des guerres de religion dans les montagnes du Languedoc. Doit-on dès lors se poser la question d'une spécificité de la vie religieuse dans ces régions ? À plusieurs reprises, Nicole Lemaître a évoqué l'idée d'une « religion des montagnes »³⁶, remarquant le poids écrasant de la famille (« l'oustau ») et de la communauté dans la vie religieuse, ce que l'épreuve de la Constitution civile du clergé ne dément pas. La question de la violence comme paramètre religieux au sein des sociétés montagnardes s'est révélée importante. Enfin, la rudesse du milieu naturel expliquerait une sensibilité accrue à la mort, à l'enfer, à la peur, ce qui nourrit la force des structures communautaires. Dans les montagnes du Languedoc, la confession est la référence fondamentale des familles et des communautés. En remettant en cause l'équilibre confessionnel local, la Révolution donne à la question religieuse une dimension politique forte. C'est pourquoi la religion a sans doute été le vecteur de la politisation et, partant, de la modernisation des sociétés de montagnes bousculées par la Révolution.

Valérie SOTTOCASA

Université de Toulouse-Le-Mirail
5, allée Antonio Machado
31058 Toulouse-Cedex
valerie.sottocasa@wanadoo.fr

(36) *La montagne à l'époque moderne*, Actes du colloque de 1998, Presses Universitaires de Paris Sorbonne, 1998.